













OBJET DU MARCHE :

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX COURANTS
SUR LES SITES HOSPITALIERS
DU GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE
TOUS LOTS**

MAITRE DE L'OUVRAGE :

**GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE
1, RUE DE LA MARNE – BP114
35400 SAINT-MALO CEDEX**

C.C.A.P. du 25 juin 2025
Cahier des Clauses Administratives Particulières

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	Accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire de travaux Objet : Accord-cadre de travaux courants sur les sites hospitaliers du Groupe Hospitalier Rance Emeraude
	<u>Maître d'ouvrage :</u> GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE - 1 rue de la Marne - 35400 - SAINT-MALO
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Travaux.
	<p>Lieux principaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - Site Broussais, 1 rue de la Marne, 35400 SAINT-MALO ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - Hôpital du Rosais, 78 boulevard du Rosais, 35400 SAINT-MALO ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - EHPAD La Haize, 20 rue des Tintiaux, 35400 SAINT-MALO ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - Résidence La Briantais, 7 Chemin du Vaugarni, 35400 SAINT-MALO ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - Centre de Santé Mentale "Yves Pélicier", 14 rue Alain Lefort, 35400 ST-MALO ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - EHPAD des Corbières, 10 rue de la Fontaine, 35400 SAINT-MALO ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP Psychiatrie Adultes La Chamade, 48 rue de la Gare, 35800 DINARD ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP Psychiatrie Adultes, 16 rue Pierre Sémar, 35120 DOL DE BRETAGNE ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP Psychiatrie Adultes, 8 impasse des Chataigniers, 35270 COMBOURG ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP pour Enfants et Adolescents, 5 rue de Paris, 35120 BAGUER PICAN ▪ SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - HDJ Le Môle, 7 rue Ernest Renan, 35400 SAINT-MALO ▪ SITE HOSPITALIER DE DINAN - RENÉ PLEVEN, 74 rue Chateaubriand, 22100 DINAN ▪ SITE HOSPITALIER DE DINAN – USLD Les Malorines, 74 rue Chateaubriand, 22100 DINAN ▪ SITE HOSPITALIER DE DINAN - EHPAD Maurice Peigne, 3 rue des Alouettes, 22100 QUEVERT ▪ SITE HOSPITALIER DE DINAN - EHPAD Jardin Anglais, Rue Victor Basch, 22100 DINAN ▪ SITE HOSPITALIER DE DINAN - CSAPA, 33 bd de l'Europe, 22100 DINAN ▪ SITE HOSPITALIER DE DINAN - UCP, 3 rue du Vent d'Autan, 22100 TADEN ▪ SITE HOSPITALIER DE DINAN - Archives, Rue des Alizés, 22100 TADEN ▪ SITE HOSPITALIER DES PRES BOSGERS, 3 rue des Prés Bosgers, 35260 CANCALE
	L'accord-cadre est divisé en 15 lots. Un lot équivaut à un marché.
	La durée d'exécution de chaque lot est définie au sein du présent document.
	La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.
	En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.
	<p><u>Tranches :</u> L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires :</u> L'accord-cadre prévoit la possibilité pour le maître d'ouvrage de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

1	DISPOSITIONS GENERALES.....	6
1.1	REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE	6
1.2	OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	6
1.3	FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	7
1.4	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	7
1.5	DUREE DU MARCHE	7
1.6	RECONDUCTION	7
1.7	DUREE / DELAI D'EXECUTION DU BON DE COMMANDE	8
1.8	PRESTATIONS SIMILAIRES	9
1.9	ASSURANCES.....	9
1.10	SOUS-TRAITANCE	10
1.11	RESPONSABILITE FINANCIERE	10
2	PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT	11
2.1	CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	11
2.1.1	Modalités de fixation des prix.....	11
2.1.2	Variation des prix	11
2.2	AVANCE	13
2.2.1	Versement de l'avance.....	13
2.2.2	Remboursement de l'avance	13
2.3	RETENUE DE GARANTIE.....	13
2.4	MODALITES DE PAIEMENT.....	13
2.4.1	Modalités de règlement des comptes	13
2.4.2	Facturation.....	14
2.4.3	Délai de paiement.....	15
3	MODALITES D'EXECUTION	15
3.1	REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	15
3.2	ORDRES DE SERVICE	15
3.3	DESCRIPTIF DES TRAVAUX.....	16
3.4	INTEMPERIES	16
3.5	MODIFICATIONS APPORTEES AUX STIPULATIONS CONTRACTUELLES.....	16
3.6	REUNIONS DE CHANTIER.....	16
4	PREPARATION DU CHANTIER	17
4.1	PREPARATION DES TRAVAUX	17
4.2	MATERIAUX ET PRODUITS	18
4.2.1	Provenance des matériaux et produits.....	18
4.2.2	Qualité des matériaux et produits. - Application des normes.....	18
4.3	ECHANTILLONS.....	18
4.4	INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER.....	19
4.5	SECURITE ET PREVENTION.....	19
5	GESTION DU CHANTIER	19
5.1	DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES	19
5.2	AUTRES DOMMAGES CAUSES PAR LES TRAVAUX.....	20
5.3	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	20
6	RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE	20
6.1	RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE	20
6.2	RESPONSABILITE SOCIETALE.....	20
7	PROPRIETE INTELLECTUELLE	21
8	ACHEVEMENT DES TRAVAUX, RECEPTION	21

8.1	CONTROLE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	21
8.1.1	Contrôle interne.....	21
8.1.2	Essais.....	21
8.2	RECEPTION	22
8.2.1	Proposition de réception des travaux.....	22
8.2.2	Décision de réception des travaux.....	22
8.2.3	Réception avec réserves	22
8.3	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	22
9	DELAI DE GARANTIE	23
10	PENALITES	24
10.1	GENERALITES	24
10.2	REMISE DES DOCUMENTS D'ETUDES	24
10.3	MOYENS MATERIELS ET HUMAINS	24
10.4	ABSENCES	24
10.5	NETTOYAGE	24
10.6	FERMETURE DU CHANTIER	25
10.7	RETARD POUR LA TENUE DES OPR	25
10.8	RESERVES NON LEVEES A LA RECEPTION	25
11	RESILIATION.....	25
12	LITIGES ET DIFFERENDS.....	26
13	OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNEES PERSONNELLES.....	26
13.1	OBLIGATIONS GENERALES.....	26
13.2	DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES.....	27
13.3	EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES.....	27
13.4	NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ..	27
13.5	ASSISTANCE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE SES OBLIGATIONS.....	27
13.6	MESURES DE SECURITE	27
13.7	SORT DES DONNEES.....	28
14	DEROGATIONS AU CCAG	28
ANNEXE 1 -	CONTRAT DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	29

PREAMBULE

Les clauses du présent CCAP sont valables pour chaque lot technique.

Dans la suite du présent document, les clauses suivantes s'appliquent :

- « l'acheteur » désigne le “maître d'ouvrage” pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du marché,
- chaque lot constitue un marché indépendant, le terme « lot » équivaut à « marché »,
- le terme « marché subséquent » équivaut à « bon de commande ».

Au titre d'exemple, un projet de rénovation d'un local pourra comprendre :

- *un bon de commande sur le lot n°6 - “Travaux de menuiseries intérieures et agencement”,*
- *un bon de commande sur le lot n°7 - “Travaux d'électricité”,*
- *un bon de commande sur le lot n°8 - “Travaux de plomberie”,*
- *un bon de commande sur le lot n°11 - “Travaux de peinture”.*

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE, est d'application.

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Représentant du maître d'ouvrage

L'exécution des travaux se déroule sous le contrôle du représentant du Maître d'ouvrage :

Nom : Madame la Directrice du GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE

Adresse : 1 rue de la Marne, 35400 SAINT-MALO

Service chargé de la procédure :

Direction du Pool Ressources Logistiques, Techniques et Grand Projet

1, rue de la Marne - 35400 SAINT-MALO

En complément des dispositions de l'article 3.3 du CCAG Travaux, la mission de maîtrise d'œuvre sera assurée soit en interne au GHRE soit en externe au GHRE.

Le/ la Conducteur de travaux ou la/la chargé(e) d'opérations du GHRE sera le représentant du GHRE sur site. Il est rattaché à la :

Direction du Pool Ressources Logistiques, Techniques et Grand Projet

1, rue de la Marne - 35403 SAINT-MALO Cedex

Il aura notamment pour mission de surveiller le bon déroulement des travaux, conformément à la réglementation, aux règles de l'art et au présent marché. Il alertera le GHRE en cas de non-respect du planning et ou de demande de plus-et moins-value.

S'il n'y a pas de maître d'œuvre désignée, il effectuera la mission de maîtrise d'œuvre, notamment la coordination avec les autres lots techniques ou d'éventuelles autres opérations du GHRE.

1.2 Objet et décomposition de l'accord-cadre

Objet des travaux : Accord-cadre de travaux courants sur les sites du Groupe Hospitalier Rance Emeraude.

La présente consultation a pour objet les travaux courants sur l'ensemble des sites propriétés du GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE (GHRE) et sur d'autres biens à l'usage du GHRE.

Principaux lieux d'exécution :

- SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - Site Broussais, 1 rue de la Marne, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - Hôpital du Rosais, 78 boulevard du Rosais, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - EHPAD La Haize, 20 rue des Tintiaux, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - Résidence La Briantais, 7 Chemin du Vaugarni, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - Centre de Santé Mentale "Yves Pélacier", 14 rue Alain Lefort, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - EHPAD des Corbières, 10 rue de la Fontaine, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP Psychiatrie Adultes La Chamade, 48 rue de la Gare, 35800 DINARD
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP Psychiatrie Adultes Dol, 16 rue Pierre Sépard, 35120 DOL DE BRETAGNE
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP Psychiatrie Adultes, 8 impasse des Chataigniers, 35270 COMBOURG
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP pour enfants et Adolescents - Baguer, 5 rue de Paris, 35120 BAGUER PIGAN
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - HDJ Le Môle, 7 rue Ernest Renan, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - RENÉ PLEVEN, 74 rue Chateaubriand, 22100 DINAN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN – USLD Les Malorines, 74 rue Chateaubriand, 22100 DINAN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - EHPAD Maurice Peigne, 3 rue des Alouettes, 22100 QUEVERT
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - EHPAD Jardin Anglais, Rue Victor Basch, 22100 DINAN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - CSAPA, 33 bd de l'Europe, 22100 DINAN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - UCP, 3 rue du Vent d'Autan, 22100 TADEN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - Archives, Rue des Alizés, 22100 TADEN
- SITE HOSPITALIER DES PRÉS BOSGERS, 3 rue des Prés Bosgers, 35260 CANCALE.

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

- Lot n°1 - "Travaux de désamiantage",
- Lot n°2 - "Travaux de VRD / gros oeuvre",
- Lot n°3 - "Travaux de zinguerie / charpente / couverture",
- Lot n°4 - "Travaux d'étanchéité",
- Lot n°5 - "Travaux de menuiseries extérieures",
- Lot n°6 - "Travaux de menuiseries intérieures et agencement",
- Lot n°7 - "Travaux d'électricité",
- Lot n°8 - "Travaux de plomberie",
- Lot n°9 - "Travaux de chauffage / ventilation / climatisation",
- Lot n°10 - "Travaux de calorifugeage",
- Lot n°11 - "Travaux de peinture",
- Lot n°12 - "Travaux de revêtements de sols",
- Lot n°13 - "Travaux de serrurerie",
- Lot n°14 - "Travaux de détection incendie",
- Lot n°15 - "Travaux liés aux installations de gaz médicaux".

1.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire de travaux.

1.4 Pièces contractuelles du marché

Pour chacun des lots, et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels sont les suivants et prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- L'acte d'engagement (AE) et son BPUF par lot,
- Les bons de commandes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses éventuelles annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) – Clauses communes à tous les lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifique par lot,
- L'offre technique du titulaire par lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) (*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (*)

() Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.*

1.5 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois. C'est-à-dire que des bons de commande peuvent être émis pendant cette période de 12 mois, y compris le dernier jour. Les marchés subséquents ne peuvent être conclus que durant cette période de validité de l'accord-cadre.

1.6 Reconduction

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être passée.

Si le maître d'ouvrage ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure. Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

1.7 Durée / délai d'exécution du bon de commande

Période de préparation : Une période de préparation pourra être mise en œuvre suivant la complexité et l'étendue des marchés subséquents.

Pour chaque marché subséquent, on définit :

- Durée du marché subséquent : le marché subséquent prend effet à sa notification et s'achève à la date de fin de période de garantie de parfait achèvement des travaux, soit deux ans après la période de GPA.
- Délai global d'exécution du marché subséquent: le délai d'exécution est propre à chaque marché subséquent. Il débute à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage, prescrivant le début des prestations et s'achève à la date de réception des travaux, précisée dans le PV de réception,
- La durée et le délai d'exécution des marchés subséquents peuvent éventuellement se prolonger au-delà de la date-limite de validité de cet accord-cadre,
- Un descriptif technique sera transmis au titulaire, accompagné d'un détail des quantités estimatives (DQE) vierge, basé sur le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF),
- L'envoi GHRE du DQE vierge précisera le délai sous lequel le titulaire devra renvoyer ce DQE. Ce délai est différent selon l'importance de l'opération (voir tableau ci-dessous),
- Le titulaire devra compléter et renvoyer au GHRE le DQE complété (colonnes « quantité) selon ce délai, délai de rigueur,
- Le GHRE validera ce DQE par l'émission d'un bon de commande, qui sera adressé au titulaire.

INTERVENANT	Délai GHRE	Délai Titulaire	Délai Titulaire	Délai GHRE	Délai GHRE	Délai Titulaire	Délai GHRE
Montant marché global subséquent € HT	Envoi par le GHRE des plans, descriptif technique et DQE vierge	Visite du site par le titulaire, au plus tard sous X jours ouvrés	Remise du DQE, sous X jours ouvrés	Validation du DQE en interne, après échange éventuel avec le titulaire	Marché subséquent : envoi au titulaire du DQE validé et du bon de commande	Préparation chantier	Organisation du chantier
		t1	t2	t3	t4	t5	t6
inférieur à 50 000 €	t0	t1 = t0 + 1	t2 = t1 + 1	t3 = t2 + 6	t4 = t3 + 4	t5 = t4 + 2	t6 = t4 + 3
50 000 €							
100 000 €							
200 000 €		t1 = t0 + 3	t2 = t1 + 3	t3 = t2 + 8		t5 = t4 + 5	
300 000 €							
400 000 €		t1 = t0 + 5	t2 = t1 + 5			t5 = t4 + 10	
500 000 €							
1 000 000 €		t1 = t0 + 10	t2 = t1 + 10			t5 = t4 + 15	
supérieur à 1 500 000 €							

Plus précisément, le délai global d'exécution pourra être décomposé en :

- Une phase d'études,
- Une phase de préparation,
- Une phase n°1 d'exécution,
- Une phase d'interruption,
- Une phase n°2 d'exécution etc.

La phase de préparation est obligatoire ainsi qu'au moins une phase d'exécution.

Ce délai comprend aussi, même s'ils ne font pas l'objet d'un délai spécifique, les travaux préparatoires à la réalisation des travaux (coupures des réseaux...), toutes les prestations en vue des opérations préalables à la réception, ainsi que ces opérations elles-mêmes, le repli des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux complète.

Planning prévisionnel d'exécution : il sera élaboré par le GHRE et validé par le titulaire durant la période de préparation. Il deviendra alors contractuel.

Pour rappel, certains marchés subséquents seront à réaliser en site occupé. Ils nécessiteront une organisation spécifique et planifiée auprès des services de l'hôpital. Le non-respect du délai de prévenance pour modification du planning prévisionnel contractuel par les titulaires donnera lieu à l'application des pénalités de retard prévues au présent marché sans mise en demeure préalable.

1.8 Prestations similaires

Les lots pourront faire l'objet de prestations similaires.

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

1.9 Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

Assurance de responsabilité civile décennale :

Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale, même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du Code des assurances.

Assurances du maître d'ouvrage :

Les assurances suivantes sont contractées par le maître d'ouvrage : tous risques chantiers, dommages-ouvrages, responsabilité civile du maître d'ouvrage ou un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

1.10 Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire d'un lot de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de son lot, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par le maître d'ouvrage et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie,
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du Code de la commande publique,
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de son lot, sans avoir au préalable obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de son lot à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le maître d'ouvrage, pour la partie du lot d'accord-cadre dont il assure l'exécution.

1.11 Responsabilité financière

Si le groupement titulaire d'un lot de l'accord-cadre est solidaire, chaque membre du groupement est engagé financièrement pour la totalité du lot. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le groupement titulaire d'un lot de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le lot correspondant. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisées.

1.12 Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel, sur toutes les informations (techniques, financières et organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

2 PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

2.1 Caractéristiques des prix de l'accord-cadre

2.1.1 Modalités de fixation des prix

La rémunération des lots du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires et forfaitaires.

L'accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire à prix unitaires et forfaitaires est celui dans lequel des prix unitaires et forfaitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, le maître d'ouvrage n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de travaux dont il aura besoin. Les quantités seront estimées lors de la préparation de la commande. Elles sont données à titre purement indicatif et n'engagent pas le maître d'ouvrage. Le titulaire ne pourra donc pas réclamer d'indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

2.1.2 Variation des prix

Pour tous les lots, on précise que, dans la formule de révision des prix, par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG travaux, la valeur initiale des indices à prendre en compte ne correspond pas à celle de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Pour tous les lots sauf lot n°9 – « Travaux de chauffage / ventilation / climatisation » :

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes des acomptes d'un coefficient CR résultant de la variation des indices définis ci-dessous.

$$\text{Prix révisé} = \text{Prix initial du marché} \times \text{CR}$$

$$\& \text{CR} = 0,85 * \ln / I0 + 0,15$$

où :

In = indice en vigueur au 1^{er} jour du mois au cours duquel l'acompte est remis,

I0 = indice en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire,

Par lot, les indices utilisés sont les suivants :

Lot n°1 - "Travaux de désamiantage"	Indice 1710986 - Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010
Lot n°2 - "Travaux de VRD / gros oeuvre"	Indice 1710986 - Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010
Lot n°3 - "Travaux de zinguerie / charpente / couverture"	indice 1710986 - Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010
Lot n°4 - "Travaux d'étanchéité"	indice 1710985 - Index du bâtiment - BT53 - Étanchéité - Base 2010

Lot n°5 - "Travaux de menuiseries extérieures"	Indice BT19b - Menuiserie extérieure
Lot n°6 - "Travaux de menuiseries intérieures et agencement"	Indice BT18a - Menuiserie intérieure
Lot n°7 - "Travaux d'électricité"	Indice BT47 – Électricité
Lot n°8 - "Travaux de plomberie"	Indice BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils)
Lot n°10 - "Travaux de calorifugeage"	Indice 1710986 - Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010
Lot n°11 - "Travaux de peinture"	Indice BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux
Lot n°12 - "Travaux de revêtements de sols"	Indice BT10 - Revêtements en plastique
Lot n°13 - "Travaux de serrurerie"	Indice 1710986 - Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010
Lot n°14 - "Travaux de détection incendie"	Indice 1710986 - Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010
Lot n°15 - "Travaux d'installation de gaz médicaux"	Indice BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils)

Pour le lot n°9 – « Travaux de chauffage / ventilation / climatisation » :

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes des acomptes d'un coefficient CR résultant de la variation des indices définis ci-dessous.

$$\text{Prix révisé} = \text{Prix initial du marché} \times \text{CR}$$

$$\& \text{CR} = 0,45 * i1/I1 + 0,4 * i2/I2 + 0,15$$

où :

i1 = indice BT40 - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) en vigueur au 1^{er} jour du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis,

I1 = indice BT40 - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire,

i2 = indice BT41 - Ventilation et conditionnement d'air en vigueur au 1^{er} jour du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis,

I2 = indice BT41 - Ventilation et conditionnement d'air en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire,

2.2 Avance

2.2.1 Versement de l'avance

Une avance est prévue pour les marchés subséquents.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement d'une avance sera effectué si le montant du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution fixé dans l'ordre de service est supérieur à deux mois.

Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée à l'acte d'engagement dans les conditions prévues à l'article R. 2191-3 du Code de la Commande publique. En cas d'absence d'indication portée à l'acte d'engagement, le titulaire sera réputé avoir renoncé au bénéfice de l'avance.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Le versement de l'avance s'effectue en une seule fois. Le remboursement s'effectue conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

2.2.2 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Il s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement s'effectue conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

2.3 Retenue de garantie

En application de l'article R.2191-32 du Code de la Commande publique, une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur le montant de chaque acompte.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande conformément à l'article R.2191-36 du Code de la Commande Publique.

Le remplacement par la constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas admise.

La retenue de garantie est remboursée, ou la garantie de substitution est libérée, dans les conditions prévues à l'article R.2191-35 du Code de la Commande Publique.

2.4 Modalités de paiement

2.4.1 Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes de l'accord-cadre se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

2.4.2 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du Code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition. Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposés par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : Groupe Hospitalier Rance Emeraude
SIRET : 26350005000012

En application de l'article D2192-2 du Code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture,
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ,
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
- 6° La date d'exécution des travaux,
- 7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés,
- 8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement,
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Groupe Hospitalier Rance Emeraude

Direction du Pool Ressources Logistiques, Techniques et Grand Projet

Tél. : 02.99.21.28.59 - Email : direction.dtoi@ch-stmalo.fr

2.4.3 Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :
la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.
2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :
la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du Code de la commande publique.

3 MODALITES D'EXECUTION

3.1 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toute modification se rapportant aux personnes **ayant le pouvoir de l'engager**, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

3.2 Ordres de service

Dans tout ce paragraphe, si un maître d'œuvre a été désigné, il se substituera au maître d'ouvrage.

Un ordre de service de démarrage sera établi à chaque bon de commande.

De façon générale, les ordres de service seront écrits et signés par le maître d'ouvrage, datés et numérotés par bon de commande. Les ordres de service doivent être exécutés dans les conditions prescrites sur ces derniers. Cependant si le titulaire estime qu'un ordre de service appelle des réserves, il peut notifier celles-ci au maître d'ouvrage, par écrit, dans un délai de 15 jours calendaires.

Si le titulaire est un groupement, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des observations.

3.3 Descriptif des travaux

Un descriptif technique détaillé sera adressé avec chaque bon de commande, il précisera la durée de la période de préparation et la durée contractuelle des travaux.

En complément des dispositions de l'article 3.10 du CCAG travaux, dans ce descriptif, le GHRE précisera au titulaire si l'opération s'effectue sous maîtrise d'œuvre interne ou externe.

De même, il précisera l'intervention, le cas échéant, d'un :

- Contrôleur technique,
- Coordinateur SPS,
- Coordinateur SSI,
- Autre intervenants à préciser.

Pour chacun de ces intervenants, le descriptif précisera le nom de la société en charge de ces missions, l'adresse postale de la société, le nom d'un responsable et ses coordonnées (téléphone, mail).

Nota : Chaque titulaire de lots devra accomplir l'ensemble des déclarations et documents justifiant de la prise en compte des risques au travers de plan de prévention spécifique ou particulier entre l'entité du titulaire, ses sous-traitant et le GHRE.

3.4 Intempéries

Les éventuelles intempéries seront à faire constater le jour même par le maître d'œuvre, s'il y en a un pour l'opération, par le Conducteur de travaux.

3.5 Modifications apportées aux stipulations contractuelles

En complément des dispositions de l'article 30 du CCAG travaux, aucune modification des travaux (durée globale, montant total) ne sera acceptée sans avoir été préalablement validée par le GHRE. Le personnel des services de soins n'est pas habilité à décider de telles modifications. Les modifications validées par le GHRE feront l'objet d'ordres de service et/ou d'avenants selon le cas.

Clause de réexamen : Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

3.6 Réunions de chantier

Le GHRE pilotera une réunion de chantier qui se tiendra, par défaut, dans la base-vie du titulaire. Cette réunion sera hebdomadaire. Elle sera mise en place pendant la période de préparation des travaux.

Le GHRE pourra revoir la périodicité de la réunion, selon l'avancement et sans que le titulaire ne puisse se prévaloir de quelque compensation financière que ce soit.

Le titulaire sera obligatoirement représenté lors de cette réunion par :

- Le responsable des travaux effectivement présent sur le site,
- Et un responsable représentant une autorité hiérarchique et fonctionnelle, pour engager toutes les actions nécessaires au parfait accomplissement du chantier.

4 PREPARATION DU CHANTIER

4.1 Préparation des travaux

En complément des dispositions de l'article 28.2 à 28.5 du CCAG travaux, suite à la notification de l'ordre de service de démarrage, le titulaire débutera la phase de préparation. Il devra fournir, dans un délai compatible avec les commandes à passer et le démarrage prévisionnel des travaux, les documents suivants pour validation du GHRE :

- Le cahier des matériels,
- L'ensemble des certificats, PV, fiches techniques et avis des matériaux / matériels qu'il propose de mettre en œuvre,
- Un planning prévisionnel optimisé,
- Une note précisant l'organisation et les moyens techniques et humains prévisionnels,
- Si les travaux relèvent du décret n°94-1159, son PPSPS,
- Toutes les études nécessaires à la réalisation des prestations commandées. En particulier, le titulaire devra réaliser les plans d'exécution, plans d'installation de chantier, plan de circulation, plans de câblage, notes de calculs, études d'exécution ... nécessaires pour la bonne exécution de ses prestations, conformément à la réglementation en vigueur etc.
- Les détails d'exécution en partie courante, aux points singuliers et les détails de fixation, saignées et percements,
- Le besoin en puissance électrique (base-vie et chantier) et l'emplacement prévisionnel de ses équipements électriques,
- les dispositifs de protections des avoisinants,
- la liste précise des personnels intervenant sur le chantier avec leur habilitation médicale, compétences et certificats CACES ...
- l'ensemble des renseignements relatifs à la gestion des déchets (modalités de traçabilité, méthodes de tri, localisation et nature des stockages provisoires, entreprise de transports sous-traitant, agréments pour le transport routier des matières dangereuses, centres d'enfouissement envisagés,...)
- Analyses fonctionnelles des installations,
- Modèle des fiches d'autocontrôle.

L'ensemble de ces documents sera à remettre au Conducteur de travaux, au Contrôleur technique (CT) et au Coordinateur système de sécurité incendie (CSSI), le cas échéant, pour approbation. Ceux-ci pourront demander des modifications et compléments.

Pendant cette phase, le titulaire devra obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires. Les démarches lui incombent. Il s'agit en particulier des déclarations de travaux (DT) faites par délégation du GHRE et des déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les documents doivent être transmis au moins 15 jours avant exécution des ouvrages auxquels ils se rapportent.

L'absence de ces documents est susceptible d'entraîner un avis défavorable de la part du GHRE. Il ne s'agit que d'une vérification de principe des exigences de la commande et des clauses du marché. Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la conception des ouvrages et de toutes les erreurs qui ne seraient pas décelées sur ces documents.

4.2 Matériaux et produits

4.2.1 Provenance des matériaux et produits

Conformément à l'article 21 du CCAG travaux, sauf disposition contraire dans le marché, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Les documents du marché fixent la provenance des matériaux, des produits et des composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché.

4.2.2 Qualité des matériaux et produits. - Application des normes

Conformément à l'article 23 du CCAG travaux, les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

4.3 Echantillons

Afin de vérifier que les matériaux proposés par le titulaire soient conformes aux prescriptions du CCTP – Clauses communes, du CCTP spécifique à son lot et au bon de commande, le titulaire devra remettre, pour approbation :

- Les certificats de provenance des matériaux,
- Une fiche technique et/ou PV, pour tout type de matériau / matériel mis en œuvre.

Pendant la phase de préparation du chantier, le titulaire devra présenter au Conducteur de travaux un échantillon des matériaux envisagés, pour approbation. Les échantillons de référence auront une surface minimale de 0.50 m².

Si les échantillons sont refusés, le titulaire devra fournir de nouveaux échantillons répondant aux exigences demandées sans prétendre à un supplément de prix.

Aucune commande ne pourra être faite sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit du Conducteur de travaux.

Les BPU sont fixés avec des codes article, plusieurs gammes ou qualités peuvent être mise en œuvre suivant les typologies de travaux. Il est important de noter que les codes articles peuvent changer dans le temps et ou nouvellement créer suivant les périodes ou changements de pratiques. Ces nouveaux codes seront soumis au maître de l'ouvrage pour être mis en œuvre dans les BPU modifiés.

4.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

Le GHRE assurera la réalisation et la pose de panneau(x) de chantier dans la ou les zones en travaux. Il gèrera les accès aux chantiers et aura la charge de faire les déclarations / autorisations de travaux et autres documents.

L'ensemble des titulaires des accords-cadres fourniront au GHRE les noms et adresses.

Le titulaire prendra l'ensemble des mesures nécessaires à l'application de la sécurité en zone chantier et aussi en zone adjacente, pour garantir la sécurité de l'ensemble des acteurs. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes du GHRE et le cas échéant, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

4.5 Sécurité et prévention

1. Plan de prévention – Décret n°92-158 :

Dans le cadre de toute intervention sur un site hospitalier en activité, le GHRE appliquera les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 relatif à la prévention des risques liés aux interventions d'entreprises extérieures. Un plan de prévention écrit sera formalisé dans les cas suivants :

- Lorsque la durée cumulée prévisible de l'intervention dépasse 400 heures sur une période de 12 mois,
- Ou lorsque les travaux font partie de ceux dits "dangereux" selon l'arrêté du 19 mars 1993 (ex. : travaux en hauteur, rayonnements ionisants, agents biologiques, etc.),
- Ou encore lorsque le GHRE, sur la base de l'analyse des risques, estime nécessaire la mise en place d'un plan formalisé.

Un plan de prévention sera mis en œuvre avec ses annexes par le GHRE et complété avec chaque entreprise concernée. Une visite d'inspection commune, en lien avec le Chargé de prévention et le Conducteur d'opérations sera réalisée suite à la signature des plans et des protocoles de livraisons et plans de circulation. Le document s'appliquera également aux sous-traitants et fournisseurs et devra être mis à jour autant que de besoins.

2. Coordination SPS – Décret n°94-1159 :

Pour toute opération de bâtiment ou de génie civil organisée sur un chantier clos et indépendant, le GHRE mettra en œuvre les obligations du décret n°94-1159 du 26 janvier 1994 relatif à la coordination sécurité-santé. Un Coordonnateur SPS (CSPS) sera désigné par le Maître d'Ouvrage. Il rédigera un PGCSPPS transmis aux entreprises. Chaque entreprise concernée devra établir un PPSPS, à remettre au CSPS et au Conducteur d'opérations avant le démarrage des travaux.

Une même opération peut donc faire l'objet d'un plan de prévention et d'un PGCSPPS.

5 GESTION DU CHANTIER

5.1 Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34 du CCAG Travaux, si à l'occasion des travaux, des dégradations sont causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, le titulaire supportera seul la charge des contributions ou réparations.

5.2 Autres dommages causés par les travaux

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire ou le personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toutes natures, causés par le représentant du maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

5.3 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

6 RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE

6.1 Responsabilité environnementale

En complément des dispositions de l'article 20.2 du CCAG travaux,

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément aux dispositions de l'article 7.1 du CCAG travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

6.2 Responsabilité sociétale

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Le titulaire est tenu de respecter les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

7 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Travaux, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

8 ACHEVEMENT DES TRAVAUX, RECEPTION

8.1 Contrôle de l'exécution des travaux

En complément des dispositions de l'article 38 du CCAG travaux, le titulaire est tenu de procéder aux essais et vérifications concernant ses travaux.

8.1.1 Contrôle interne

En début de chantier, le titulaire donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujettis le titulaire et ses intervenants doit être réalisé à différents niveaux :

- pour les fournitures, quel que soit leur degré de finition, le titulaire s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes à la réglementation et aux spécifications du présent marché,
- le titulaire s'assurera que ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées,
- le titulaire vérifiera, tant en conception qu'en exécution, que les prestations à la charge des autres lots permettent une bonne réalisation de ses propres prestations,
- le responsable des contrôles internes du titulaire s'assurera que la réalisation est faite conformément aux DTU, règles de l'art, etc.

8.1.2 Essais

Le titulaire réalisera les vérifications, essais ... imposés par le DTU et les règles professionnelles et les essais propres au présent marché.

- Toutes les installations techniques seront obligatoirement soumises aux essais de bon fonctionnement (cf. fiche d'attestation de fonctionnement disponible sur l'Agence Qualité Construction (AQC),
- Ces essais sont à la charge du titulaire qui devra en communiquer les PV au Conducteur de travaux et au Contrôleur technique, le cas échéant, pour avis,
- Si le Conducteur de travaux et/ou le Contrôleur technique décident de faire procéder à des essais de vérification complémentaires en leur présence, le titulaire mettra à sa disposition le matériel nécessaire et une personne compétente pour réaliser les essais.

Une méthodologie de test devra être fournie par le titulaire, au préalable, pour validation du Conducteur de travaux et/ou du Contrôleur technique. En complément, le GHRE aura la possibilité de compléter les tests réglementaires par des tests complémentaires.

8.2 Réception

Dans les 20 jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux, le maître d'œuvre procédera aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé ci-dessus, le titulaire en informe le représentant du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixera la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans les 30 jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le titulaire.

8.2.1 Proposition de réception des travaux

Dans un délai de 5 jours calendaires suivant la date du PV d'OPR, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

8.2.2 Décision de réception des travaux

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la date du PV d'OPR sa décision de prononcer ou non la réception, ou si elle est prononcée avec réserves.

8.2.3 Réception avec réserves

En complément des dispositions de l'article 41.5 et 41.6 du CCAG travaux, sur la base des états des lieux, un PV de réception sera rédigé par le Conducteur de travaux ou le maître d'œuvre, le cas échéant. L'ensemble des documents sera rédigé suivant les modèles de la DAJ.

La démolition de tous travaux reconnus non conformes à la commande par le Conducteur de travaux et la réfection jusqu'à satisfaction totale seront à la charge du titulaire, sans prolongation de délai. Dans le cas où des dégâts seraient constatés avant la réception des travaux, les réparations seront réalisées par le titulaire aux frais des lots responsables, sans prolongation de délai.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées.

A la fin du chantier, le titulaire devra procéder au nettoyage final des locaux. Il ne devra subsister aucun déchet, emballage, gravats dans la zone d'intervention ni dans les circulations empruntées par le titulaire. A défaut, le GHRE fera intervenir un tiers au frais du titulaire. Le montant de cette prestation sera déduit des sommes dues au titulaire.

La réception définitive prononcée par le GHRE, sans réserve, permettra de dégager la responsabilité du titulaire vis-à-vis des interventions d'autres lots.

8.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire devra remettre l'ensemble des éléments constitutifs du Dossier des ouvrages exécutés (DOE) en un exemplaire papier et un exemplaire numérisé. Les fichiers numériques seront fournis en format modifiable et en format.pdf.

L'ensemble des plans seront fournis au format .dwg, dernière version. Ils seront conformes à la charte graphique du GHRE.

Les documents seront soigneusement ordonnés en classeur avec cartouche de couverture et sommaire. Il en sera de même pour la version numérique : dossiers / sous-dossiers / sommaire.

Ce dossier comprendra :

- les avis techniques CSTB,
- les fiches techniques, les PV, les certificats des fabricants, attestations de conformité CE
- les avis techniques des classements feu et acoustique,
- l'ensemble des notes de calculs remises pendant les travaux, versions validées par le GHRE,
- les plans d'ensemble et de détails, plans de réseaux ainsi que les schémas généraux et particuliers conformes à l'exécution,
- les pièces contractuelles utiles à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages (avis techniques, notices d'emploi et d'entretien, caractéristiques techniques, documentations techniques détaillée Les fiches de maintenances ou préconisations,
- les références et caractéristiques des pièces de rechange avec coordonnées à jour des fournisseurs,
- les carnets du constructeur indiquant la durée de vie des produits,
- les plans de recollement établis suite à un relevé précis sur site,
- les schémas d'installations, positions et rôles des appareils installés,
- la nomenclature de pièces détachées,
- les documentations, caractéristiques dimensionnelles et fonctionnelles de tous les équipements ou appareils mis en œuvre,
- les fiches de sécurité,
- les documents de formation.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée par le GHRE suivant les types de prestations.

Une 1e version du DOE sera remis au GHRE, pour avis, le jour de la réception.

Le dossier finalisé du DOE devra être remis au plus tard 15 jours après la réception définitive du chantier, à défaut les pénalités de retard prévues au CCAP seront appliquées.

9 DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

Les prestations, objet des bons de commande, sont garanties au titre du parfait achèvement (GPA) à compter de la réception des travaux, contre tous vices de fabrication ou de montage. Le titulaire est tenu de réparer tous les désordres causés par un manquement à l'une de ses obligations contractuelles qui ont été signalés par le maître d'ouvrage, soit par des réserves lors de la réception des travaux, soit par voie de notification écrite pour ceux apparus postérieurement à la réception. Le titulaire donnera une liste de personnes, avec noms et qualités, à appeler en cas de dysfonctionnement.

De plus, toutes les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les articles 1641 à 1649 du Code Civil.

Pendant la période de garantie, le titulaire devra, sur simple demande, procéder aux réparations ou modifications nécessaires. Il enverra le personnel dédié dans les 24 heures ouvrables qui suivent la réception de la demande, délai de route non compris si le titulaire a son siège social en dehors de Saint-Malo ou Dinan, selon la localisation des travaux. Dans le cas contraire, les travaux pourront être exécutés à ses frais, indépendamment des dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un accident ou un préjudice.

Tous accidents, bris ou détériorations qui se produiraient pendant la période de garantie et qui seraient la conséquence d'une surcharge, d'une imprudence, d'un manque d'entretien imputable au GHRE ou d'un cas de force majeure sont exclus de la garantie.

10 PENALITES

10.1 Généralités

Les pénalités ne seront pas appliquées si le titulaire peut prouver factuellement que son retard est dû à un autre intervenant.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, les pénalités applicables sont celles listées au sein du présent document.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire pourra excéder 10% du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'achèvement des travaux et pour chaque phase, le titulaire subira une pénalité journalière de 1/1000ème du montant hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, toutes les pénalités prévues au présent CCAP s'appliqueront sans qu'il soit besoin d'une procédure contradictoire ou d'une mise en demeure préalable.

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de prime.

Dans la suite de ce paragraphe, si un maître d'oeuvre a été désigné, le terme « maître d'œuvre » se substituera au terme « maître d'ouvrage ».

10.2 Remise des documents d'études

Par document exigé, une pénalité de 100 € TTC par jour calendaire, après demande du Maître d'ouvrage, sera appliquée pour tout retard dans sa remise.

10.3 Moyens matériels et humains

Une pénalité de 100 € TTC par jour calendaire sera appliquée pour non-respect des moyens matériels et humains précisés dans l'offre du titulaire.

10.4 Absences

Une pénalité de 150 € TTC par absence sera appliquée pour absence non justifiée aux réunions de chantier du titulaire, et de ses sous-traitants ou intervenants dont la présence est requise.

Ces pénalités sont applicables et cumulables à toute réunion ou rendez-vous ou séance d'essais techniques, sur convocation du Maître d'ouvrage, du Contrôleur technique et du CSPS.

10.5 Nettoyage

Une pénalité de 200 € TTC par jour calendaire sera appliquée pour tout défaut de nettoyage, évacuation de gravois, remise en état, demandée par le Maître d'ouvrage.

10.6 Non-respect des clauses techniques

En cas de manquement constaté aux clauses techniques, que ce soit celles du CCTP Clauses communes, celle du CCTP spécifique au lot et au DQE, une pénalité de 100 € TTC par manquement pourra être appliquée par le Maître d'ouvrage.

10.7 Fermeture du chantier

Une pénalité de 500 € TTC par jour calendaire sera appliquée pour manque de clôture ou non-fermeture du chantier, après que la fermeture a été demandée par le Maître d'ouvrage. Celui-ci pourra aussi, à ce titre, demander au titulaire la mise en œuvre d'un gardiennage à ses frais.

10.8 Retard pour la tenue des OPR

Avant la convocation des intervenants pour les Opérations Préalables à la Réception (OPR), le GHRE comptabilisera le nombre de remarques, que ce soit des retards, des malfaçons ou des manques.

Pour rappel, l'ensemble des documents liés aux OPR sera rédigé suivant les modèles de la DAJ.

10.8.1 Avant tenue des premières OPR

Si, par lot technique, ce nombre de remarques est supérieur strictement à 15, le GHRE décalera les OPR selon un délai qui sera communiqué au titulaire, qui devra donc réduire ce nombre avant la tenue des OPR.

Le coût du report des OPR sera à la charge du titulaire, via des pénalités, selon le calcul ci-dessous :

$P1 = 25 \text{ € HT,}$

Pénalités de report des OPR = $15 \times P1$ par demi-journée ouvrée de report.

10.8.2 Avant tenue des OPR recalées

Si avant la convocation pour les OPR recalée, le GHRE constate de nouveau un nombre de remarques, par lot technique, supérieur strictement à 15, le GHRE décalera de nouveau les OPR selon un second délai qui sera communiqué au titulaire, qui devra donc réduire ce nombre avant la tenue des OPR.

Le coût du nouveau report des OPR sera toujours à la charge du titulaire, via des pénalités, selon le calcul ci-dessous :

$P1 = 25 \text{ € HT,}$

Pénalités de report des OPR = $30 \times P1$ par demi-journée ouvrée du nouveau report.

10.9 Réserves non levées à la réception

Une fois la réception prononcée, si des réserves n'ont pas été levées par le titulaire, le GHRE se réserve le droit de défalquer le coût des reprises nécessaires. Cette réfaction pourra se cumuler avec les pénalités de retard évoquées ci-dessus.

S'il y a lieu de racheter du matériel ou des fournitures, ce coût de rachat à la charge du GHRE se cumulera avec la réfaction envisagée.

11 RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du Code de la commande publique s'appliquent.

Conformément à l'article 49 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG Travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1 du CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG Travaux sauf disposition contraire au sein du présent document.

12 LITIGES ET DIFFERENDS

Les litiges et différends se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux.

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Rennes

Tél. : 0223212828

Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics

Tél. : 0253467983

Email : Paysdll.ccira@direccte.gouv

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Rennes

Tél. : 0223212828

Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

13 OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNEES PERSONNELLES

13.1 Obligations générales

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016). Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;
- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

13.2 Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

13.3 Exercice des droits des personnes

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le Règlement Européen sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

13.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

13.5 Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

13.6 Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes

et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

13.7 Sort des données

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

14 DEROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots:

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 9.4.4 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 19.2 du CCAG Travaux
Il est dérogé à l'article 34 du CCAG Travaux

ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Définitions

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10. La sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

Objet et champ d'application

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

Obligations des parties

Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou

l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Documentation et conformité

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

Recours à des sous-traitants ultérieurs

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Assistance au responsable du traitement

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement

présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;

- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

Notification de violations de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

Non-respect des clauses

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

Liste des parties

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

Description du traitement :

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :	
Catégories de données à caractère personnel traitées :	
Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires :	
Nature du traitement :	
Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement :	
Durée du traitement :	
Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement :	

Mesures techniques et organisationnelles, y compris celles visant à garantir la sécurité des données

Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. *Exemples de mesures possibles :*

Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel :	
Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement :	
Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique :	
Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :	
Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur :	
Mesures de protection des données pendant la transmission :	
Mesures de protection des données pendant le stockage :	
Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées :	
Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements :	
Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut :	
Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique :	
Mesures de certification/assurance des procédés et produits :	
Mesures visant à garantir la minimisation des données :	
Mesures visant à garantir la qualité des données :	
Mesures visant à garantir une conservation limitée des données :	
Mesures visant à garantir la responsabilité :	

Accord-cadre

Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement :	
Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement :	
Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement :	

Liste de sous-traitants ultérieurs

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau suivant doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :	